

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1342

26 mai 2015

SOMMAIRE

BHF-BANK International	64375	European Fragrances S.à r.l.	64374
Blitz Agency S.à r.l.	64376	Fid-Experts S.A.	64375
Bluegreen S.A.	64376	Filitosa S.A.	64375
Brassco Holding	64376	Fisabelle S.A.	64374
Concrete Structure S.A.	64376	Fisogest S.A.	64375
CS Schranksysteme Sàrl	64376	Geo Travel Finance S.C.A.	64392
Damaro S.A. - SPF	64372	Invesco Funds	64377
Darksand SARL	64371	Lokris S.à r.l.	64414
Data Center Infrastructure S.à r.l.	64371	mengAgence S.A.	64416
Data Center Services S.à r.l.	64373	NN Lux Insurance International S.A.	64415
Delroy - Delroy société en nom collectif	64373	Polonia Property	64392
Deriway S.A.	64373	Puilaetco Dewaay Fund (L)	64415
Dia's Treasure Chest S.à r.l.	64373	SCIO-Fund SICAV-FIS	64370
Domilux S.à r.l.	64370	SMC Development	64370
DTC Investment	64371	Société d'Investissement et de Financement In-	
DTC Investment	64371	ternationale S.A.	64370
DTC Investment	64371	Sopra Luxembourg S.A.	64412
Eagle Eye Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ...	64372	Sopra Steria PSF Luxembourg S.A.	64406
E.D. Management S.A.	64372	Sopra Steria PSF Luxembourg S.A.	64412
Entreprise Luxembourgeoise de Construction et		Steria PSF Luxembourg S.A.	64406
de Peinture Sàrl	64374	Stores Concept S.à r.l.	64370
EOP II Prop Co. I S.à r.l.	64373	Zaphira S.A.	64406
European Direct Property Fund	64372		
European Direct Property Management S.A.			
.....	64374		

SMC Development, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 166.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051429/10.

(150059051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

SIFI S.A., Société d'Investissement et de Financement Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 105.667.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015051430/10.

(150059230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

SCIO-Fund SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 152.233.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051423/10.

(150059376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Stores Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 5, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 165.248.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour STORES CONCEPT S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015051442/12.

(150059069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Domilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 54, Zone Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 182.334.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 07 avril 2015.

DOMILUX S.A R.L.

L-4959 BASCHARAGE

Référence de publication: 2015051709/12.

(150059681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

DTC Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.406.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 19/03/2015

Le siège social de la société est désormais établi à l'adresse suivante:

283, route d'Arlon à L-8011 Strassen

Référence de publication: 2015051711/10.

(150059893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

DTC Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.406.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 19/03/2015

Le Conseil d'Administration nomme la société anonyme FMV & Partners, société d'Experts-Comptables agréée par l'OECD, immatriculée au RCSL B157263 et dont le siège social est situé 283, route d'Arlon à L-8011 Strassen en qualité de dépositaire agréé des titres au porteur de la Société.

Référence de publication: 2015051712/11.

(150060190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

DTC Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 176.406.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale tenue le 18 mars 2015

L'Assemblée a adopté les résolutions suivantes:

- nomme Pundamilia Family Office SARL immatriculé au RCSL sous le numéro B171385 et dont le siège social est situé 283 route d'Arlon L-8011 Strassen en tant qu'Administrateur et Administrateur-délégué unique

- nomme CC AUDIT AND CONSULT SA immatriculé au RCSL sous le numéro B109612 dont le siège social est situé 283, route d'Arlon L-8011 Strassen en tant que Commissaire aux Comptes

Ces nominations prennent effet dès ce jour et jusqu'à l'assemblée ordinaire de 2020.

Référence de publication: 2015051710/14.

(150059638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Data Center Infrastructure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 170.137.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 394 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051693/9.

(150060280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Darksand SARL, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 194.731.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 avril 2015.

Référence de publication: 2015051690/10.

(150059788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

E.D. Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 172.866.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051715/10.

(150060014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Eagle Eye Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 191.011.

Lors du conseil de gérance tenu en date du 30 mars 2015, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 37, avenue J.F. Kennedy, L- 1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015051716/13.

(150059618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

European Direct Property Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 107.629.

En date du 19 décembre 2014, le gérant du Fonds a nommé Monsieur Sven Taymans, né le 25 novembre 1976 à Leuven, Belgique, résidant professionnellement au Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles, Belgique, en tant que délégué à la gestion journalière du Fonds pour une durée indéterminée.

En date du 14 janvier 2015, le conseil d'administration du Gérant a donné à Monsieur Sven Taymans un pouvoir de signature unique dans le cadre de l'exercice de son mandat précité pour les actes relatifs à la gestion journalière engageant le Fonds pour un montant inférieur à EUR 50.000 par acte.

Monsieur Sven Taymans est l'unique délégué à la gestion journalière du Fonds.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015051735/17.

(150059590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Damaro S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 169.823.

AUSZUG

Es geht aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 3. April 2015 hervor dass:

Die Gesellschaft Luxadvice S.A. als Rechnungskommissar austritt.

Die Gesellschaft MORWOOD WESTERN S.A., mit Sitz in VG - 1110 Tortola, (Britische Jungferninseln), Pasea Estate, Road Town (BVI H.R. Nummer 1009970 Britisch Virgin Islands), wird zum Rechnungskommissar ernannt.

Das Mandat des Rechnungskommissars endet beim Abschluss der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2015051704/14.

(150060124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Dia's Treasure Chest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6452 Echternach, 18, rue Kahlenbeerch.
R.C.S. Luxembourg B 110.888.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051707/9.
(150060170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Deriway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 175.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051706/9.
(150059947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Data Center Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 170.770.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 395 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051698/9.
(150059871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Delroy - Delroy société en nom collectif, Société en nom collectif.

Enseigne commerciale: CHEMPLUX SENC.
R.C.S. Luxembourg B 125.187.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 26 mars 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société susmentionnée, ordonne la publication du jugement par extrait au Mémorial et met les frais à charge du Trésor.

Les livres et les documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans au moins au 14, rue du Bois, L-3980 Wickrange.

Pour extrait conforme
Me Isabelle PETRICIC-WELSCHEN
Le liquidateur

Référence de publication: 2015051700/17.
(150060271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

EOP II Prop Co. I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 194.236.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2015.
Référence de publication: 2015051730/10.
(150060101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

European Direct Property Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 99.354.

Par résolutions en date du 19 décembre 2014, le conseil d'administration de la Société, a nommé Monsieur Sven Taymans, né le 25 novembre 1976 à Leuven, Belgique, résidant professionnellement au Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles, Belgique, en tant que délégué à la gestion journalière de la Société pour une durée indéterminée.

En date du 14 janvier 2015, le conseil d'administration de la Société a donné à Monsieur Sven Taymans un pouvoir de signature unique dans le cadre de l'exercice de son mandat précité pour les actes relatifs à la gestion journalière engageant la Société pour un montant inférieur à EUR 50.000 par acte.

Monsieur Sven Taymans est l'unique délégué à la gestion journalière de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015051721/16.

(150059591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

E.L.C.P. Sàrl, Entreprise Luxembourgeoise de Construction et de Peinture Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3510 Dudelange, 22, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 145.181.

1) Monsieur Antonio TARTAGLIA n'est plus associé.

2) Monsieur Raphaël TARTAGLIA n'est plus associé.

3) La société 4U CONSULT, société à responsabilité limitée ayant son siège social 29, rue des Martyrs à L-3739 Rumelange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B111606, possède 500 parts

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015051719/15.

(150059668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

European Fragrances S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 160.611.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 25 mars 2015

Résolution:

Le liquidateur décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 25 mars 2015.

Référence de publication: 2015051722/14.

(150059881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Fisabelle S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 180.036.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051762/9.

(150060197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Filitosa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 195.511.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue par voie circulaire le 31 mars 2015: Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle a été nommée président du conseil d'administration de la société pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015051756/16.

(150060151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Fid-Experts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs.
R.C.S. Luxembourg B 82.501.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 21 juin 2013

1) Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Isabelle KAZENAS et de Messieurs Didier KAZENAS et Jean-Luc FUCHS, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

2) Mise à jour de l'adresse de l'administrateur, M. Jean-Luc FUCHS: 3 B, rue de la Mairie à 57640 Bettelainville (France)

3) Mise à jour de l'adresse du délégué à la gestion journalière, M. Jean-Luc FUCHS: 3 B, rue de la Mairie à 57640 Bettelainville (France)

4) Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de M. Thierry GRUN jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015051755/16.

(150060149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Fisogest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 44.696.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 27 janvier 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer, à compter de ce jour, en qualité de dépositaire pour les actions au porteur, la société MGI GROUPE FIDUCIAIRE Luxembourg S.à r.l., sise 681, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B124916.

Référence de publication: 2015051765/11.

(150059565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

BHF-BANK International, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 10.008.

Aus dem Protokoll der Jährlichen Hauptversammlung vom 01.04.2015 geht hervor, dass:

KPMG Luxembourg, Société coopérative, (Handelsregisternummer B 149133), 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer bis zur Jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2016 bestellt worden ist.

Luxembourg, den 01.04.2015.

Michael Löb / Roland Steies.

Référence de publication: 2015051598/11.

(150059775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Blitz Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.
R.C.S. Luxembourg B 84.167.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BLITZ AGENCY S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015051602/12.

(150059850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Bluegreen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 64.425.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 mars 2015

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg avec effet immédiat

Pour copie conforme
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015051603/12.

(150059876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Brasco Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 22.072.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 mars 2015

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg avec effet immédiat

Pour copie conforme
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015051606/12.

(150059875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Concrete Structure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxemburg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 158.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051673/9.

(150059945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

CS Schranksysteme Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 17, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 118.996.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051682/9.

(150059989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Invesco Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 34.457.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of the month of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the “Meeting”) of “INVESCO Funds”, (hereafter referred to as the “Company” or the “Fund”), an investment company with variable capital (“société d’investissement à capital variable”), incorporated in the form of a public limited company (“société anonyme”) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 34457, incorporated by a deed of Me Frank BADEN, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on July 31, 1990, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 62 of January 9, 2012,

and whose articles of association (the “Articles”) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on December 14, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 62 of January 9, 2012.

The Meeting was opened at 02:00 p.m. under the chairmanship of Mr. Yann FOLL, professionally residing in Luxembourg, who appointed as secretary Mr. Jérémy COLOMBÉ, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Martin HUBERT, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the Meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. In accordance of article 70 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, the present Meeting has been convened by notices containing the agenda published:

- in the Luxembourg official gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on March 30, 2015 (number 865) and on April 14, 2015 (number 985);

- in the Luxembourg newspaper “Luxemburger Wort”, on March 31, 2015 (number 76) and on April 14, 2015 (number 87), and

- in the Luxembourg newspaper “Tageblatt.”, on March 30, 2015 (number 75) and on April 14, 2015 (number 87).

Copies of such convening notices has been given to the board of the Meeting.

II. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

Sole Resolution

1. Full restatement of the articles of incorporation of the Company and more particularly to amend some Articles as follows:

- Amendment to Article 1 (Form, Name) to clarify that the Company is harmonized under the European Union Council Directive 2009/65/EC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS), which has been implemented under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof.

- Amendment to Article 1e 4 (Purpose) to use term “2010 Law” as defined under the Article 1.

- Amendment to Article 7 (Issue of Shares) for clarification purposes, to add further information on the power of the board of directors to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the Sub-Funds at any time and without prior notification and clarify the process in case of rejection.

- Amendment to Article 9 (Conversion of Shares) to extend the right of the board of directors to switch shareholders who cease to satisfy the eligibility requirements applicable to the classes of shares as described in the prospectus of the Company.

- Amendment to Article 11 (Calculation of Net Asset Value per Share) to clarify the mechanism of fair value and swing pricing which may apply in order to ensure that the relevant Sub-Fund’s investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Board.

- Amendment to Article 12 (Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares) to protect further the investors in case of emergency situations affecting the valuation of assets (paragraph b) and to clarify in which circumstances the net asset value of feeder funds could be suspended (paragraph f).

III. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares are shown on an attendance list, this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. That no quorum is required and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two-thirds of the votes casts at the meeting.

V. As appears from the said attendance list, out of 2,342,769,828.407 outstanding shares, 20,601,266.55 shares are present or represented at the present Meeting.

As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and my validly deliberate on the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took the following resolution:

Resolution

The Meeting decides to fully restate the Articles and more particularly to amend the articles 1, 4, 7, 9, 11 and 12 as reproduced here-before in the agenda of the Meeting.

The ARTICLES will henceforth have the following wording:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form, Name. There exists among the shareholders and those who may become holders of shares, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of “Invesco Funds” (hereinafter the “Company”). The Company is harmonized under the European Union Council Directive 2009/65/EC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS), which has been implemented under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the “2010 Law”) and in particular Part I thereof.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted and under the conditions provided by law, it may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the “Board”).

Wholly owned branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and all other permitted assets under the 2010 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2010 Law.

Title II. Share capital shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital, Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be the equivalent in United States dollars of the minimum provided by the 2010 Law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board.

The Board shall establish a pool of assets constituting a sub-fund (“Sub-Fund”) within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, as between shareholders, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. The assets of the Company shall be segregated on a Sub-Fund by Sub-Fund basis with third party creditors only having recourse to the assets of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in United States dollars, be converted into United States dollars and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Within each such class of shares, further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the board of directors may from time to time determine and as disclosed in the sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to “class of shares” shall also mean a reference to “sub-class of shares” unless the context otherwise requires.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in accordance with legal and regulatory requirements, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Company. The Company shall inform the bearer shareholders by a notice published in accordance with legal and regulatory requirements, unless these shareholders and their addresses are known to the Company. The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Board shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any Prohibited Person (as defined in [Article 10] hereinafter).

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a Prohibited Person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a “Prohibited Person”.

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or facsimile. However, one of such signatures may be made a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

(2) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or directors or officers of the Company or by one or other persons duly authorized thereto by the Board.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate.

(5) If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) shall jointly exercise their rights with respect to such share(s) unless they appoint one or several person(s) to represent such share(s) towards the Company.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue of Shares. The Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Date (defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions or by such other charges as may be appropriate to protect the interests of the Company and its shareholders, as approved from time to time by the Board. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed seven business days from the relevant Valuation Date.

The Board reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the Sub-Funds at any time and without prior notification in circumstances which the Board deems to be in the best interest of the Shareholders, the relevant Sub-Fund(s) or the Company as a whole, and in accordance with the provisions of the Luxembourg laws. The depositary bank will promptly reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed. Any subscription money received will be refunded at the cost and risk of the applicant without interest.

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular, if required by law or regulation, the obligation to deliver a valuation report from an auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) and provided that such securities comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of other securities or assets shall be borne by the relevant shareholder(s).

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Date, as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

The redemption price shall be calculated based on the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) and less a percentage estimate of costs and expenses when selling assets and less such other charges as may be appropriate, and provided by the sales documents, to protect shareholder interests. The relevant redemption price may be rounded up or down as the Board shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund or class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares.

Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board in relation to the net asset value of a specific Sub-Fund or class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the holder assets equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Date on which the redemption price is calculated to the value of the shares to be redeemed. The nature and

type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall (if required by law or regulation) be confirmed by a special report of the auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the relevant shareholder unless otherwise justified in the interest of investors.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares, provided that the Board may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions between certain Sub-Funds or classes of shares and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

The price for the conversion of shares shall be calculated based on the respective net asset value of the two classes of shares concerned, calculated on the same Valuation Date less, any such charges as may be appropriate to protect the interests of the Company and its shareholders.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Also, in the event that a shareholder ceases to satisfy the eligibility requirements applicable to the classes of shares as described in the prospectus of the Company (for example, if a shareholder holding shares reserved to institutional investors ceases to qualify as such or if a shareholder's holding ceases to comply with the applicable minimum shareholding), the Company may, to the extent permitted by the prospectus of the Company, switch such shares into the most appropriate share class of the same Sub-Fund. In this case, shareholders will receive prior written notification, at least 30 calendar days in advance. By subscribing in a share class with eligibility requirements, shareholders irrevocably instruct the Company at its discretion to switch on their behalf should they cease to be eligible to invest in such share class. All costs (including potential tax liability which might be applicable because of the country of citizenship, residence or domicile of the relevant shareholder) associated with such switch will be borne by the relevant shareholder.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry or will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C. decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D. where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Date specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or

certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

“Prohibited Person” as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the currency of the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of a Sub-Fund attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any Valuation Date, by the number of shares in the relevant class then outstanding in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down as the Board shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out further valuations as appropriate.

To the extent that the Directors consider that it is in the best interests of Shareholders, taking into account factors including the prevailing market conditions, the level of subscriptions and redemptions in a particular Sub-Fund and the size of the Sub-Fund, the net asset value of a Sub-Fund may be adjusted to reflect the estimated dealing spreads, costs and charges (including fiscal charges) to be incurred by the Sub-Fund in liquidating or purchasing investments to satisfy the net transactions on a particular business day (swing pricing mechanism).

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) Securities listed on a recognized stock exchange or dealt in on any other regulated market (as defined in Article 18 hereof) will be valued at their last available prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their last available prices on the main market for the relevant security.

(c) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

(d) The liquidating value of futures or options contracts not traded on exchanges or on other regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures or options contracts traded on exchanges or on other regulated market shall be based upon the last available prices of these contracts on exchanges and regulated market on which the particular futures or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

(e) The net asset value per share of any Sub-Fund of the Company may be determined by using an amortised cost method for all investments with a known short term maturity date. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortisation cost, is higher or lower than the price such Sub-Fund would receive if it sold the investment. The Board will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the relevant Sub-Fund's investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Board. If the aforesaid method of valuation cannot be applied due to an extraordinary market event or other circumstances, or would otherwise cause the value of a holding to be other than a fair value, the Board may set specific thresholds that, where exceeded, result in adjustment to the value of these securities to their fair value by applying a specific index adjustment. For example, if a market in which a Sub-Fund invests is closed at the time the relevant Sub-Fund is valued, the latest available market prices may not accurately reflect the fair value of the relevant Sub-Fund's holdings.

Equally, if the Board believes that a deviation from the amortised cost per share may result in material dilution or other unfair results to shareholders, the Board shall take such corrective action, if any, as they deem appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

The relevant Sub-Fund shall, in principle, keep in its portfolio the investments determined by the amortisation cost method until their respective maturity date.

(f) Units or shares of an open-ended undertaking for collective Investment (“UCI”) will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value.

(g) The value of swaps shall be determined by applying a recognised and transparent valuation method on a regular basis.

(h) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board.

The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, investment adviser's fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees as the case may be);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment managers and advisers including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and its correspondents,

domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out of pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares or more classes of shares in the following manner:

a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board from time to time in compliance with applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that class of shares, provided that if several classes of shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

c) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the class or classes of shares corresponding to such Sub-Fund;

d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular class or particular classes of shares within a Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular class or particular classes of shares within a Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant class or classes of shares;

f) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares prorata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds, are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company, and finally (iii) the assets of the Company shall be segregated on a Sub-Fund by Sub-Fund basis with third party creditors only having recourse to the assets of the relevant Sub-Fund;

g) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the Valuation Date and

4) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company; provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month (or once a month subject to regulatory approval) at a frequency determined by the Board and determined in the sales documents of the shares, such date or time of calculation (being referred to herein as the “Valuation Date”).

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares to and from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to such class of shares quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs (including any political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, liability and influence of the Company) which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class of shares would be impracticable or might prejudice the interests of the Shareholders;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such class of shares;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such class of shares cannot promptly or accurately be ascertained;

f) any period when the net asset value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately, including (but not limited to) for feeder UCITS, if its master UCITS temporarily suspends the redemption;

g) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company, any Sub-Funds or classes of shares, or merging the Company or any Sub-Funds, or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate Sub-Funds or classes of shares or to merge Sub-Funds.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Date after the suspension ends.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes cast by the shareholders present or represented and shall be subject to the prior approval of the Luxembourg regulatory authorities.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may meet and elect by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 14. Board Meetings. The Board shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board members shall appoint another director, or in case of shareholders' meetings, that any other person as chairman pro tempore by the majority of the directors present or represented, or of the votes cast at any such meeting respectively.

The Board may appoint any officers, including a general manager, a secretary and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, electronic mail or by any other means capable of evidencing such consent of each Board member. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by facsimile or by any other means capable of evidencing such proxy another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Directors may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board by means of a videoconference or telephone conference or other telecommunications means permitting their identification and by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board whose deliberations should be online without interruption. Such a board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing, by cable, telegram, telex message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such consent which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The minutes of any meeting shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 17. Delegation of Power. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company shall enter into a management company services agreement with an entity affiliated or associated of the Invesco Group, with power of delegation (the "Management Company"). The Management Company shall, as the case may be, enter into an investment advisory agreement with any affiliated or associated company of the Invesco Group (the "Investment Adviser"), who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law, or by the present Articles, to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to act on behalf of the Company in relation to all matters which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law and by regulations and as may be determined by the Board.

The Board has, in particular, power to determine corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not affect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of shares.

For the purpose of effective management, the Board may pool the management of all or part of the assets of the Sub-Funds concerned so that each Sub-Fund will participate in the relevant pool of assets in proportion to the assets contributed thereto by the relevant Sub-Fund or may pool all or part of the assets of the Sub-Funds with those of other collective investment schemes. Details of such pooling are described in the prospectus of the Company.

In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and detailed in the sales documents, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

(a) Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market in Member States of the European Union (the "EU"),

(b) Transferable securities and money market instruments dealt in on other markets in Member States of the EU, which are regulated, are operating regularly, are recognised and are open to the public,

(c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in any other country in Europe, the American continents, Asia, Oceania and Africa,

(d) Transferable securities and money market instruments dealt in on other markets, which are regulated, are operating regularly, are recognised and open to the public of any other country in Europe, the American continents, Asia, Oceania and Africa,

(e) Recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to the official listing on one of the stock exchanges as specified in a) and c) or regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public as specified in b) and d) and that such admission is secured within a year of issue,

(f) Units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, as amended, whether they are situated in a Member State of the EU or not, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;

- the business of other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10 % of the UCITS' or other UCIs' assets (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different sub-funds is ensured in relation to third parties) whose acquisition is contemplated can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

The Sub-Funds will not invest more than 10% of their net assets into units of UCITS or other UCIs. However, this restriction does not apply to Sub-Funds which are disclosed in the offering documents of the Company.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

(g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the EU or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State of the EU, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market; and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter (“OTC derivatives”), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (a) to (g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF and;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

(i) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 1 of the 2010 Law, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State of the EU, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State of the EU or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States of the EU belong or;

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on markets referred to in subparagraphs (a), (b), (c) or (d) above, or; issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or;

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may invest in equity and/or debt securities so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the 2010 Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

The Company may invest up to a maximum of 35 % of the assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The Company may invest up to 100 per cent, of the assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, a non-member state of the European Union, as accepted by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD member states, Singapore and Brazil) or public international bodies of which one or more Member States are members, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) securities from any one issue do not account for more than 30 per cent of the total assets of such Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Funds.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest conflicting with the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflicting interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders. These rules do not apply when the Board votes on transactions which are concluded in the ordinary course of business at arm's length.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

Title IV. General meetings accounting year distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg at the registered office of the Company or a place specified in the notice of meeting on the third Wednesday in the month of July at 11.30 a.m. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent, in accordance with applicable laws and regulations, to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders or at such other address indicated by the relevant shareholder. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”, in Luxembourg newspapers to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles

Under the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority of this general meeting shall be determined by reference to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the “Record Date”), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy, who need not to be a shareholder and who may be a director of the Company, in writing by mail or facsimile, or if allowed in the convening notice to the meeting of shareholders by electronic mail or by any other means capable of evidencing such proxy, a copy being sufficient.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Termination of Sub-Funds and Share Classes. Mergers of Sub-Funds. Terminations:

In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations: registered holders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Mergers:

The Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company (the “new Sub-Fund”) and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). The Board may also decide to allocate the assets of any Sub-Fund to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the 2010 Law or under the legislation of a member state of the European Union or of the European Economic Area implementing Directive 2009/65/EC or to a sub-fund within such other undertaking for collective investment.

The mergers will be undertaken within the framework of the 2010 Law.

Any merger shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for such a meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Sub-Fund where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Consolidation / Split of shares and classes:

The Board may also decide to consolidate or split shares in any Share Class or split or consolidate different Share Classes within a Sub-Fund. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article in accordance with applicable laws and regulations.

Split of Sub-Funds:

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide the reorganisation of a Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. Such publication will normally be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of March of each year and shall terminate on the last day of February of the subsequent year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine how the results and capital of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board to declare, distributions.

For any class or classes of shares entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

Any distribution that has not been claimed within six years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries in accordance with the Luxembourg laws. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 29. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with article 189(2) of the Law of December 17, 2010 on undertakings for collective investments.

Nevertheless the appearing persons request the officiating notary to attach an unofficial version of the updated articles in German language to the present deed, a copy of said articles, initialled “ne varietur” by the appearing persons will also remain annexed to the present deed.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: Y. FOLL, J. COLOMBÉ, M. HUBERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 5 mai 2015. 2LAC/2015/9680. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015075392/859.

(150086356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Geo Travel Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 159.022.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051152/10.

(150059270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Polonia Property, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 924.798,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 96.617.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of May;

Before Us Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

1. Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Schouweiler, Grand Duchy of Luxembourg, on behalf of the board of managers of POLONIA PROPERTY, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617, hereinafter referred to as the "Absorbing Company",

by virtue of a proxy given by the members of the board of managers of the Absorbing Company dated 12 May 2015.

2. Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Schouweiler, Grand Duchy of Luxembourg, on behalf of the managing directors of Polonia Ingatlanbefektetési Korlátolt Felelősségű Társaság, a limited liability company incorporated under the laws of Hungary, having its registered office at 26-28 Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hungary and registered with the Metropolitan Court of Registration of Hungary under number Cg.01-09-726559, hereinafter referred to as the "Absorbed Company";

by virtue of a proxy given by the managing directors of the Absorbed Company dated 11 May 2015.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(The Absorbed Company being referred together with the Absorbing Company as the "Merging Companies").

Such appearing persons, acting as stated here above, have requested the notary to record in the notarial form the present draft merger project (the "Merger Project") relating to the Merging Companies as follows:

WHEREAS:

(i) The Absorbing Company is a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 24 October 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1224 on 20 November 2003, page 58729. The articles of association of the Absorbing Company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, on 13 December 2013, published in the Mémorial number 1063 on 25 April 2014, page 50988. The subscribed capital of the Absorbing Company is set at nine hundred and twenty-four thousand seven hundred and ninety-eight Euros (EUR 924,798.-) and is fully paid up;

(ii) none of the Merging Companies has a supervisory board;

(iii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;

(iv) none of the Merging Companies has a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries;

(v) the Absorbed Company does not employ any employees;

(vi) the Absorbed Company intends to cease conducting any business activity in Hungary;

(vii) the shareholders of the Absorbing Company intend to simplify the corporate structure by merging the Absorbed Company into the Absorbing Company;

(viii) the proposed merger is subject to the condition that the shareholder of the Absorbing Company approves the present Merger Project at an extraordinary general meeting of shareholders (that will take place following at least one (1) month

from the date of publication of the present Merger Project in the Mémorial and in the Hungarian Company Gazette (in Hungarian: "Cégközlöny"), in conformity with the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Luxembourg Law") and the law no. CXL of 2007 on cross-border mergers (the "Hungarian Cross-Border Merger Law");

(ix) The sole shareholder of the Absorbed Company has duly waived the merger report on the exchange ratios in accordance with article 4 (5) of the Hungarian Cross-Border Merger Law;

(x) The management of the Merging Companies has issued a merger report to the attention of their respective shareholders, dated 11 May 2015, in accordance with the provisions of article 4 (1) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and of Article 265 of the Luxembourg Law. Such report is attached hereto as Annex D.

The Merging Companies propose a cross-border merger within the meaning of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies and the relevant local Hungarian and Luxembourg laws applicable to the Merging Companies as a result of which:

- the Absorbed Company will cease to exist without going into liquidation; and
- the Absorbing Company will acquire the assets and liabilities of the Absorbed Company under a universal title of succession;

it being understood that this Merger Project is drawn up in English, French and Hungarian and that in case of any discrepancy between the English version and the other versions, the English version will prevail.

The specifics to be mentioned pursuant to article 3 of the Hungarian Cross-Border Merger Law, article 14 of act no. CLXXVI of 2013 on the transformation of companies (the "Hungarian Company Transformation Law") and Article 261 and seq of the Luxembourg Law, are as follows:

1. Type of legal entity, name, registered office/official seat, name of the official register and entry number of the Merging Companies and the merger type (Art. 14 (1) a) and b) of the Hungarian Company Transformation Law and Art. 261 (2) a) of the Luxembourg Law).

(i) POLONIA PROPERTY, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 96617.

(ii) Polonia Ingatlanbefektetési Korlátolt Felelősségű Társaság, a limited liability company incorporated under the laws of Hungary, having its registered office at 26-28 Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hungary and registered with the Metropolitan Court of Registration of Hungary under number Cg.01-09-726559.

The merger will be effected through the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the merger through the acquisition), in line with Art. 3:44 (1) of act no. V of 2013 on the Hungarian Civil Code and Art. 274 (1) a) of the Luxembourg Law.

2. Articles of association of the Absorbing Company (Art. 14 (1) c) of the Hungarian Company Transformation Law and Art. 261 (4) a) of the Luxembourg Law). The articles of association of the Absorbing Company shall not be amended in connection with the merger.

The text of the articles of association of the Absorbing Company is attached to this Merger Project as Annex A.

3. Ratio of exchange of other securities of the Absorbed Company for securities of the Absorbing Company and the amount of additional payments, detailed rules on the transfer of securities (Art. 3 (1) a) and b) of the Hungarian Cross-Border Merger Law - Art. 261 2a) of the Luxembourg Law). There are no other securities of the Absorbed Company than the shares. Therefore, the requirement for information on the exchange ratio and the rules of transfer referred to in Art. 3 (1) a) and b) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 2a) of the Luxembourg Law is not applicable.

4. Rights conferred by the Absorbing Company on the holders of shares in the Absorbed Company to which special rights are attached and the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them (Art. 3 (1) f) of the Hungarian Cross-Border Merger Law). As there are neither shares to which special rights are attached, nor persons who, in any other capacity than as shareholders, have special rights against the Absorbed Company, no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Absorbing Company to anyone.

5. The date as of which other securities give the right to participate in the profits of the Absorbing Company, as well as other terms concerning the acquisition or exercise of that right if such terms have been stipulated. The date as of which the shares entitle holders to participate in the profits of the Absorbing Company and other terms of exercising of this right (Art. 3 (1) d) of the Hungarian Cross-Border Merger Law - Art. 261 2d) of the Luxembourg Law). There will be no other securities issued by the Absorbing Company. Therefore, the requirement for information on the date referred to in Art. 3 (1) d) of the Hungarian Cross-Border Merger Law is not applicable.

There will be no shares issued by the Absorbing Company. Therefore, the requirement for information on the date referred to in Art. 3 (1) d) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 2d) of the Luxembourg Law is not applicable.

6. Special advantages granted to experts or members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies (Art. 3 (1) g) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 (2) g) of the

Luxembourg Law). There will be no special advantages granted to experts or members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies.

7. Intentions with regard to the composition of the board of managers of the Absorbing Company after the cross-border merger. There is no intention to change the composition of the board of managers of the Absorbing Company after the cross-border merger.

At present the board of managers of the Absorbing Company is constituted as follows:

- Mr. Karol MAZIUKIEWICZ, professionally residing at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;
- Mr. Declan Michael MC GRATH, professionally residing at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and
- Mr. Otis SPENCER, professionally residing at al. Jana Pawla II 29,00-867 Warsaw, Poland.

The composition of the board of managers of the Absorbing Company shall not be amended on occasion of this merger.

8. Date from which the transactions of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Absorbing Company (Art. 3 (1) e) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 (2) e) of the Luxembourg Law). The transactions of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Absorbing Company starting on the moment this merger shall be effective being the publication date in the Mémorial C of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the cross-border merger (the "Effective Date").

The financial data of the Absorbed Company will be accounted for in the annual accounts of the Absorbing Company as per Effective Date.

9. Ratio of exchange of shares of the Absorbed Company for shares of the Absorbing Company (Art. 3 (1) a) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 (2) b) of the Luxembourg Law). Other rights granted by the Absorbing Company to the shareholders or holders of other securities than shares in the Absorbing Company (Art. 3 (1) f) of the Hungarian Cross-Border Merger Law), and other terms of shares or other securities issuance in the Absorbing Company (Art. 3 (1) a) and b) of the Hungarian Cross-Border Merger Law). As this is a cross-border merger of a parent company with its 100% subsidiary, there is no allotment of shares in the Absorbing Company pursuant to Art. 9 of the Hungarian Cross-Border Merger Law.

There are no other rights granted by the Absorbing Company to the shareholders or holders of securities other than shares in the Absorbing Company.

There are no other terms of issuance of shares or other securities in the Absorbing Company.

As this is a cross-border merger of a parent company with its 100% subsidiary, furthermore Art. 4 (2) -(5) of the Hungarian Cross-Border Merger Law shall not be applicable.

10. Contemplated continuation or termination of activities. The activities of the Absorbed Company will be continued by the Absorbing Company. No business activity will be conducted in Hungary directly by the Absorbing Company after the cross-border merger.

11. Information on the valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company to be acquired by the Absorbing Company as of 31 December 2014 (Art. 3 (1) of the of the Hungarian Company Transformation Law and Art. 261 (4) d) of the Luxembourg Law). The valuation of the relevant assets and liabilities of the Absorbed Company to be acquired by the Absorbing Company was last made on 31 December 2014 on the basis of their book value.

The valuation of assets and liabilities of the Absorbed Company to be acquired by the Absorbing Company is as follows:

ASSETS

Fixed assets - HUF 517,606,000

Current assets - HUF 140,195,000

Accrued and deferred assets - HUF 270,544,000

TOTAL ASSETS - HUF 928,345,000

LIABILITIES

Equity - HUF -1,627,362,000

Payables and reserves for payables - HUF 1,877,410,000

Accrued and deferred liabilities - HUF 678,297,000

TOTAL LIABILITIES - HUF 928,345,000

12. Likely repercussions on employment (Art. 3 (1) c) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 (4) b) of the Luxembourg Law). The cross-border merger will not have any negative effect on employment.

13. Procedures for employee participation (Art. 3 (1) h) of the Hungarian Cross-Border Merger Law and Art. 261 (4) c) of the Luxembourg Law). As none of the Merging Companies is operating under an employee participation system within the meaning of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies, and the Absorbed Company does not employ any employees, no procedure by which arrangements for the involvement of employees in the participation in the company

resulting from the cross-border merger is legally prescribed and, therefore, no employee participation arrangements have to be made.

14. Terms of exercising of creditors' and minority shareholders' rights and indication of the address at which any person free of any charge may receive full information on these terms (Art. 5 (2) of the Hungarian Cross-Border Merger Law Art. 262 (2) c) and Art. 268 (1) of the Luxembourg Law). The creditors of the Absorbed Company shall be entitled to request a proportionate security for their claims originated prior to the first publication of the decision on the merger (if the merger endangers the satisfaction of their claims), within 30 days from the second publication of the final approval of this merger process in the Hungarian Company Gazette (in Hungarian: "Cégekörzlöny"), in accordance with Art. 10 (2) of the of the Hungarian Company Transformation Law. Further information about the creditors' rights in that respect shall be made available free of charge at the registered office of the Absorbed Company at 26-28 Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hungary.

The creditors of the Absorbing Company shall be entitled to raise their claims against the proposed cross-border merger within two months from the publication of minutes of the general meeting of the shareholders of the Absorbing Company approving the merger in the Mémorial C, in accordance with article 268 (1) and article 262 (2) c) of the Luxembourg Law. Further information about the creditors' rights in that respect shall be made available free of charge at the registered office of the Absorbing Company at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

It is noted that as there are no minority shareholders in the Merging Companies, no specific terms are provided by the merger proposal in that respect.

15. The date for closing the books in the Merging Companies (Art. 141 (1) of Act no. C of 2000 on Accounting. The date for closing the books in the Absorbed Company for the purpose of the cross-border merger shall be the Effective Date.

The applicable regulations of the law of Luxembourg do not require to have the Absorbing Company's books closed following the merger.

16. The date of the most recently adopted annual accounts, used to establish the conditions of the cross-border merger. The date of the last financial statements is:

- Absorbing Company: 31 December 2014
- Absorbed Company: 31 December 2014

17. Annexes. Annexes to this draft Merger Project form an integral part of this proposal.

Annex A: Current articles of association of the Absorbing Company

Annex B: Draft resolutions approving the merger for the Absorbing Company

Annex C: Hungarian translation of the Merger Project

Annex D: Report of the management of the Merging Companies

Certification

In accordance with article 271 of the Luxembourg Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project.

Statement

The present deed is worded in English, followed by a French version. A Hungarian translation is included as Appendix C to this deed, since Hungarian statutory law stipulates that the Merger Project is executed and filed in Hungarian. Therefore, from a Hungarian law perspective, the English translation of the Merger Project, as included in this deed, is for information purposes only. From a Luxembourg law perspective, the parties agree that in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Pétange, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par devant nous, Maître Jacques KESSELER, notaire résidant à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

1. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Schouweiler, Grand-Duché de Luxembourg,

Au nom du conseil de gérance de POLONIA PROPERTY, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 96617, ci-après dénommée la «Société Absorbante»,

En vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 12 mai 2015.

2. Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Schouweiler, Grand-Duché de Luxembourg;

Au nom du conseil de gérance de Polonia Inगतlanbefektetési Korlátolt Felelősségű Társaság, une société constituée et existant selon les lois de la Hongrie, ayant son siège social au 26-28 Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hongrie, immatriculée auprès du Tribunal Métropolitain de l'Enregistrement de la Hongrie sous le numéro Cg.01-09-726559 (la "Société Absorbée");

en vertu d'une procuration donnée par les directeurs généraux de la Société Absorbée en date du 11 mai 2015.

Lesdites procurations, après avoir été rédigées «ne varietur» par le fondé de pouvoir et le notaire soussigné, de la comparante et le notaire, resteront annexées au présent acte et soumises en même temps aux formalités d'enregistrement.

(La Société Absorbée et la Société Absorbante sont ensemble désignées comme les «Sociétés Fusionnantes»).

Lesquelles comparantes, agissant comme mentionné ci-dessus, ont requis le notaire d'acter le présent projet de fusion (le "Projet de Fusion") relatif à la Société Absorbante et la Société Absorbée comme suit:

ALORS QUE

(i) La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B96617, constituée suite à un acte notarié de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 octobre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1224 en date du 20 novembre 2003, page 58729. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné le 13 décembre 2013, publié au Mémorial numéro 1063 le 25 avril 2014, page 50988. Le capital souscrit de la Société Absorbante est fixé à neuf cent vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 924.798,-) et est entièrement libéré;

(ii) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a un conseil de surveillance;

(iii) les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été dissoutes ou déclarées en faillite, aucune suspension de paiement n'a été déclarée en ce qui concerne les Sociétés Fusionnantes;

(iv) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a un comité d'entreprise ou un syndicat ayant parmi ses membres un employé d'une des Sociétés Fusionnantes ou une de leurs filiales;

(v) la Société Absorbée n'emploie pas de salariés;

(vi) la Société Absorbée envisage de cesser toute activité professionnelle en Hongrie;

(vii) les associés de la Société Absorbante envisagent de simplifier la structure organisationnelle en fusionnant la Société Absorbée avec la Société Absorbante;

(viii) la fusion proposée est soumise à la condition que l'associé de la Société Absorbante approuve le présent Projet de Fusion lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés (qui devra se tenir au moins un (1) mois à compter de la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial et au Registre des Sociétés de Hongrie (en hongrois: «Cégközlöny»), en conformité avec la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi Luxembourgeoise") et la loi n° CXL de 2007 sur les fusions transfrontalières (la «Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière»);

(ix) l'associé unique de la Société Absorbée a dûment renoncé au rapport sur la fusion sur les ratios d'échange en conformité avec l'article 4 (5) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière;

(x) Les dirigeants des Sociétés Fusionnantes ont émis un rapport sur la fusion à l'attention de leurs associés respectifs, daté du 11 mai 2015, en conformité avec l'article 4 (5) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et de l'article 265 de la Loi Luxembourgeoise. Ledit rapport est joint en annexe D.

Les Sociétés Fusionnantes proposent une fusion transfrontalière au sens de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux et les lois hongroises et luxembourgeoises applicables aux Sociétés Fusionnantes ayant comme conséquence que:

- La Société Absorbée cessera d'exister sans être mise en liquidation; et

- la Société Absorbante acquerra les actifs et passifs de la Société Absorbée grâce à une transmission universelle de patrimoine;

étant entendu que ce Projet de Fusion est établi en anglais, en hongrois et en français et en cas de divergence entre la version anglaise et les autres versions, la version anglaise prévaudra.

Les détails devant être indiqués conformément à l'article 3 de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière, article 14 de l'acte n° CLXXVI de 2013 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, sont les suivants:

1. Type d'entité légale, nom, siège social / siège officiel, nom du registre officiel et numéro d'inscription des Sociétés Fusionnantes et le type de fusion (Art. 14 (1) a) et b) de la Loi Hongroise sur la Transformation de l'Entreprise et Art. 261 (2) a) de la Loi Luxembourgeoise).

(i) POLONIA PROPERTY, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg sous le numéro B96617.

(ii) Polonia Ingtatlanbefektetési Korlátolt Felelősségű Társaság, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois de la Hongrie, ayant son siège social au 26-28, Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hongrie, et immatriculée auprès du Tribunal Métropolitain de l'Enregistrement de la Hongrie sous le numéro Cg.01-09-726559.

La fusion sera effective par le transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la fusion via l'acquisition), conformément à l'Article 3:44 (1) de l'acte V de 2013 du Code Civil Hongrois et Art. 274 (1) a) de la Loi Luxembourgeoise.

2. Statuts de la Société Absorbante (Art. 14 (1) c) de la Loi Hongroise sur la Transformation de l'Entreprise et Art. 261 (4) a) de la Loi Luxembourgeoise). Les Statuts de la Société Absorbante ne devront pas être modifiés en lien avec la fusion.

Le texte des statuts de la Société Absorbante est attaché à ce projet des termes de fusion en Annexe A.

3. Rapport d'échange des autres titres de la Société Absorbée en titres de la Société Absorbante et le montant des paiements additionnels (Art. 3 (1) a) et b) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière - Art. 261 2a) de la Loi Luxembourgeoise). Il n'y a pas d'autres titres de la Société Absorbée autre que les actions. En conséquence, l'exigence d'information du rapport d'échange mentionné à l'Art. 3 (1) a) et b) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et l'Art.261 2a) de la Loi Luxembourgeoise n'est pas applicable.

4. Droits conférés par la Société Absorbante aux détenteurs d'actions dans la Société Absorbée auxquelles des droits spéciaux sont attachés et les détenteurs de titres autres que d'actions, ou les mesures proposées les concernant (Art. 3 (1) f) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière). Comme il n'y a ni actions auxquelles des droits spéciaux sont attachés, ni des personnes qui, en qualité autre qu'associés, ont des droits spéciaux à l'égard de la Société Absorbée, aucun droit spécial et aucune compensation ne seront accordés aux dépens de la Société Absorbante à quiconque.

5. La date à partir de laquelle d'autres titres donnent le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante, ainsi que d'autres termes concernant l'acquisition ou l'exercice de ce droit si ces termes ont été stipulés. La date à partir de laquelle les parts sociales confèrent le droit à leurs détenteurs de participer au bénéfice de la Société Absorbante et les autres termes pour exercer ce droit (Art. 3 (1) d) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière - Art. 261 2d) de la Loi Luxembourgeoise). Il n'y aura pas d'autres titres émis par la Société Absorbante. En conséquence, l'exigence d'information sur la date référencée à l'Art. 3 (1) d) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière n'est pas applicable.

Il n'y aura pas de parts sociales émises par la Société Absorbante. En conséquence, l'exigence d'information sur la date indiquée à l'Art. 3 (1) d) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et l'Art. 261 2d) de la Loi Luxembourgeoise n'est pas applicable.

6. Avantages spéciaux accordés aux experts ou membres des organes d'administration, de gestion, de supervision ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes (Art. 3 (1) g) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et Art. 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise). Il ne sera accordé aucun avantage spécial à un expert ou membre des organes d'administration de gestion, de supervision ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

7. Intentions au sujet de la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière. Il n'y a aucune intention de changer la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière.

Actuellement le conseil de gérance de la Société Absorbante est constitué comme suit:

- M. Karol MAZIUKIEWICZ, ayant sa résidence professionnelle au 16, avenue Pasteur, L--2310 Luxembourg;
- M. Declan Michael MC GRATH, ayant sa résidence professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and
- M. Otis SPENCER, ayant sa résidence professionnelle au al. Jana Pawla II 29,00-867 Varsovie, Pologne.

La composition du conseil de gérance de la Société Absorbante ne sera pas modifiée à l'occasion de la Fusion.

8. Date à partir de laquelle les transactions de la Société Absorbée seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la Société Absorbante (Art. 3 (1) e) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et Art. 261 (2) e) de la Loi Luxembourgeoise). Les transactions de la Société Absorbée seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la Société Absorbante à partir du moment où cette fusion sera effective étant la date de publication au Mémorial C, de l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante approuvant la fusion transfrontalière (la "Date Effective").

Les données financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à partir de la Date Effective.

9. Rapport d'échange des actions de la Société Absorbée en parts sociales de la Société Absorbante (Art. 3 (1) a) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et Art. 261 (2) b) de la Loi Luxembourgeoise). Autres droits accordés par la Société Absorbante aux associés ou détenteurs de titres autres que des parts sociales dans la Société Absorbante (Art. 3 (1)

f) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière). Autres termes de parts sociales ou autres titres émis par la Société Absorbante (Art. 3 (1) a) et b) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière). Etant donné qu'il s'agit d'une fusion transfrontalière d'une société mère avec sa filiale détenue à 100%, il n'y a pas d'attribution de parts sociales par la Société Absorbante dans les termes de l'Article 9 de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière.

Il n'y a pas d'autres droits accordés par les Sociétés Absorbantes aux associés ou détenteurs de titres autres que des parts sociales par la Société Absorbante.

Il n'y a pas d'autres termes d'émission de parts sociales ou autres titres par la Société Absorbante.

Etant donné qu'il s'agit d'une fusion transfrontalière d'une société mère avec sa filiale détenue à 100 %, l'Article 4 (2) - (5) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière n'est pas applicable.

10. Continuation ou cessation envisagées d'activités. Les activités de la Société Absorbée seront continuées par la Société Absorbante. Aucune activité commerciale directe ne sera réalisée en Hongrie par la Société Absorbante après la Fusion.

11. Information sur l'évaluation des actifs et passifs de la Société Absorbée devant être acquis par la Société Absorbante au 31 décembre 2014 (Art. 3 (1) de la Loi Hongroise sur la Transformation de l'Entreprise et Art. 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise). L'évaluation des actifs et passifs concernés de la Société Absorbée devant être acquis par la Société Absorbante a été réalisée pour la dernière fois le 31 décembre 2014 sur base de leurs valeurs comptables.

L'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée devant être acquis par la Société Absorbante est la suivante:

ACTIF

Actifs immobilisés - HUF 517.606.000

Actifs circulant - HUF 140.195.000

Actif cumulé et reporté - HUF 270.544.000

TOTAL DE L'ACTIF - HUF 928.345.000

PASSIF

Capital - HUF -1.627.362.000

Dettes et réserves pour les dettes - HUF 1.877.410.000

Passif cumulé et reporté - HUF 1.877.410.000

TOTAL DU PASSIF - HUF 928.345.000

12. Répercussions probables sur l'emploi (Art. 3 (1) c) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et Art. 261 (4) b) de la Loi Luxembourgeoise). La fusion transfrontalière n'aura aucun effet négatif sur l'emploi.

13. Procédures pour la participation des employés (Art. 3 (1) h) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière et Art. 261 (4) c) de la Loi Luxembourgeoise). Comme aucune des Sociétés Fusionnantes n'agit sous un système de participation des employés au sens des dispositions de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, et la Société Absorbée n'emploie pas de salariés, aucune procédure prévoyant des arrangements pour l'engagement des employés dans la participation au sein de la société résultant de la fusion transfrontalière est légalement prescrite et, donc, aucun accord pour la participation des employés ne doit être obtenu.

14. Conditions d'exercice des droits des créanciers et des associés minoritaires et indication de l'adresse à laquelle toute personne peut recevoir gratuitement les informations complètes de ces conditions (Art 5 (2) de la Loi Hongroise sur la Fusion Transfrontalière, Art. 262 (2) c) et Art. 268 (1) de la Loi Luxembourgeoise). Les créanciers de la Société Absorbée seront habilités à demander une sécurité proportionnée pour leurs réclamations créées avant la première publication de la décision de la fusion (si la fusion compromet la satisfaction de leurs réclamations), endéans 30 jours à compter de la deuxième publication de l'accord final du processus de fusion dans le Registre des Sociétés de la Hongrie (en hongrois: «Cégközlöny»), conformément à l'Article 10 (2) de la Loi Hongroise sur la Transformation de l'Entreprise. De plus amples informations au sujet des droits des créanciers à ce sujet doivent être mises à disposition gratuitement au siège social de la Société Absorbée au 26-28 Árpád fejedelem útja, H-1023, Budapest, Hongrie.

Les créanciers de la Société Absorbante seront habilités à faire valoir leurs réclamations contre la fusion proposée endéans deux mois à partir de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante approuvant la fusion au Mémorial C, conformément à l'article 268 (1) et l'article 262 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise. De plus amples informations au sujet des droits des créanciers à ce sujet doivent être mises à dispositions gratuitement au siège social de la Société Absorbante au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il est noté qu'il n'y a pas d'associés minoritaires dans les Sociétés Fusionnantes, aucune condition particulière n'est prévue par la proposition de fusion à cet égard.

15. La date de clôture des comptabilités des Sociétés Fusionnantes (Art. 141 (1) de l'Acte n° C de 2000 sur la Comptabilité). La date de clôture de la comptabilité de la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion transfrontalière sera la Date Effective.

Les réglementations applicables de la Loi Luxembourgeoise ne requièrent pas de clôturer la comptabilité de la Société Absorbante suite à la fusion.

16. La date des comptes annuels les plus récemment adoptés, utilisée pour établir les conditions de la fusion transfrontalière. La date des derniers arrêtés comptables est:

- Société Absorbante: 31 décembre 2014
- Société Absorbée: 31 décembre 2014

17. Annexes. Les annexes de ce Projet de Fusion font partie intégrante de ce Projet de Fusion.

Annexe A: Derniers statuts de la Société Absorbante

Annexe B: Projet des résolutions approuvant la fusion de la Société Absorbante

Annexe C: Traduction hongroise du Projet de Fusion

Annexe D: Rapport sur la fusion des gérants des Sociétés Fusionnantes

Certification

Conformément à l'article 271 de la Loi Luxembourgeoise, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion.

Déclaration

Le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. Une traduction hongroise est incluse dans l'annexe C de cet acte, puisque la loi statutaire hongroise stipule que la proposition de fusion est réalisée et enregistrée en hongrois. En conséquence, d'un point de vue de la loi hongroise la traduction anglaise de la Fusion, telle qu'incluse dans cet acte, est seulement à titre d'information. D'un point de vue la loi luxembourgeoise, les parties acceptent qu'en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 mai 2015. Relation: EAC/2015/10954. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

Suivent les statuts de la Société Absorbante

Annexe A: Derniers statuts de la Société Absorbante

STATUTS COORDONNES

Art. 1. There is formed by the present appearing party mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10th August, 1915 on commercial companies, as well as by the present Articles (hereafter the Company).

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations, without falling within the scope of the law of 31st July, 1929 on pure holding companies.

In particular, the Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop such securities and patents. The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name POLONIA PROPERTY, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole partner or of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6.

6.1. The Company's subscribed capital is fixed at nine hundred twenty-four thousand seven hundred ninety-eight euro (EUR 924,798.-) represented by five hundred (500) class Z shares, eighty six thousand and seven hundred and ninety

(86,790) class A shares, one hundred thirty six thousand nine hundred and fifty one (136,951) class B shares, eighty four thousand four hundred and thirty (84,430) class C shares, four hundred and seventy (470) class D shares, one hundred twenty thousand eleven (120,011) class E shares, eighty three thousand nine hundred and ninety (83,990) class F shares, four hundred and ninety (490) class G shares, one hundred twelve thousand and four hundred and ninety (112,490) class H shares, one hundred fourteen thousand and eleven (114,011) class J shares, fifty three thousand nine hundred and ninety (53,990) class K shares, forty one thousand nine hundred and ninety (41,990) class L shares, eighty seven thousand five hundred and eleven (87,511) class M shares, one thousand thirty four (1,034) class N shares, one hundred and thirty nine (139) class O shares, and one (i) class P share having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all entirely paid up.

6.2 The Company's capital will be divided into different classes of shares. The subscribed capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) will constitute a first separate class of shares (class Z) represented by five hundred class Z shares. Such Z class is not linked to any particular investment made by the Company. Further 20 classes of shares (from class A shares to class T shares) may be created progressively through the issue of new shares related to a specific class. Such future classes of shares shall be created by future increases of the Company's capital or by conversion of existing shares in issue in future classes of shares, and each such future created class of shares will be linked to a specific investment of the Company.

Each time a new investment is due to be made by the Company, the manager or the board of managers will take a resolution approving the investment, setting out the characteristics of the investment and determining which class of shares will be related to that specific investment.

Each share entitles its holder to exercise one vote in the general partners meeting of the Company.

6.3 The Company shall establish and keep separate analytical accounts for each existing class of shares (collectively the Accounts and each an Account).

Any capital contribution, either as nominal capital, or as premium (if any), made to the Company by or on behalf of the holder(s) of a specific class of shares and the related assets, current or previous profits or losses, expenses, distribution of dividends and liabilities shall be allocated to the corresponding Account, respectively.

The Company will make, manage and dispose of investments from the aggregated capital contributions (as these may change from time to time) allocated to the separate Accounts in accordance with the investment policy applied by the manager/board of managers pursuant to guidelines received from the single partner or the general meeting of partners.

For the purpose of determining the economic rights (including dividend distribution, redemption rights and liquidation rights) attaching to each class of shares, the holder(s) of each separate class of shares shall be deemed to be entitled exclusively to the countervalue of the investments made from the capital contributions allocated to the corresponding Account, including all changes in values to the investments made and all proceeds from those investments (including liquidity). All costs relating to the investments, including general expenses made by the Company are also allocated to the relevant Accounts in accordance with the terms of article 6.4. hereof.

The holders of shares belonging to a class having a negative intrinsic value in a given period are not entitled to any dividend distribution as long as the intrinsic value of such class remains negative or equal to zero.

6.4 The intrinsic value of each specific class of shares shall be determined by the accounting value of the assets or investments to which the specific class of shares is linked including the profits directly related to such assets or investments, after deduction of the expenses, current or previous losses and costs specific to such assets or investments.

If any liability, expense, loss or cost of the Company cannot be considered as being attributable to a specific class of shares, such liability, expense, loss or cost shall be allocated to the class Z shares exclusively.

Art. 7.

7.1. The manager or the board of managers is authorised, without any need of a further decision by the single partner or the general meeting of partners, after having acknowledged in writing that the terms and conditions of these Articles are complied with and have been fulfilled, (i) to operate and to render effective any increase of the issued capital under this article 7, up to the authorised capital of ? 30,000,000.-, in whole or in part, with or without the payment of a premium and with or without the creation of new classes of shares, (ii) to see to the recording of such increase(s) and the consequential amendments of the Articles before a Luxembourg notary and, (iii) to proceed to such issues on the basis of a report to be made to the single partner or the general meeting of partners on the circumstances and price of the issue (s) of shares within the authorised capital.

7.2 The authorised capital of the Company and the authorisation referred to in article 7.1. above given to the manager/board of managers shall be valid for five years from October 24, 2003 and may be renewed for additional periods of up to five years each by resolution of the single partner or the general meeting of partners requiring the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital.

7.3 Each time the manager/board of managers shall issue shares within the authorised capital as provided for herein and act to operate and render effective the increase of the issued capital, the Articles shall be amended accordingly so as to reflect the result of such action. The manager/board of managers shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendments, including the recording of such increase, the creation of new classes of shares, as the case may be, and the consequential amendments of the Articles before a notary.

Art. 8. The capital may be reduced or increased at any time by the cancellation or the creation of a class of shares.

The increase of capital may be achieved through resolution of the manager or the board of managers within the limits of the authorised capital as referred to in article 7 of the Articles, a decision of the single partner or by a decision of the partners general meeting, in accordance with articles 15 and 20 of these Articles.

Art. 9. A redemption or cancellation of shares is only possible if all the existing shares of the same class are repurchased or cancelled as a whole class. Further to such redemption or cancellation of all the shares related to a specific class, the Company's capital is subsequently reduced.

To the extent permitted by applicable law, the redemption price of each specific class of shares is determined by the intrinsic value such specific class represents pursuant to article 6 of these Articles. Notwithstanding the foregoing, a redemption of shares and the payment of the redemption price is possible only out of distributable profits and available reserves of the Company.

For the redemption of a class of shares, the single partner or the partners meeting must first decide to repurchase such class of shares by a resolution requiring the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital and the unanimous approval of all the partners of the relevant class. Once the repurchase of the shares of such specific class has been decided by the single partner or the partners meeting, the manager or the board of managers will implement the repurchase of the shares of such specific class within one month as of the date of that decision.

After this monthly period has elapsed, the single partner or the partners meeting will then decide to reduce the Company's capital in accordance with articles 15 and 20 of these Articles.

Art. 10. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 11. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable to third parties.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 12. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 13. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be partners. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general partners meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their vote by telephone confirmed in writing. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 14. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. The single partner assumes all powers conferred to the general partners meeting. In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his participation in the Company's capital.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the Company's capital.

However, resolutions to alter the Company's Articles may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's capital, subject to the provisions of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 16. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Each year, with reference to thirty-first December, the Company's financial accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will also establish annually:

- the Accounts referred to in article 6.3 of these Articles to determine the annual profits (if any) of the investment of the various existing classes of shares;
- the intrinsic value of each class of shares as referred to in Article 6.4 of these Articles
- the allocation of expenses of the Company which are not related to a specific investment between the various classes of shares (the class Z shares being excluded from this allocation).

The above mentioned allocation between the various existing classes of shares will be realised by applying the allocation key mentioned in article 6.4 of the Articles.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s). The distribution of net profits between the various existing classes is made pursuant to the profit allocation rules contained in articles 6 and 17 of the Company's Articles, bearing in mind that dividends may only be paid to the holders of shares of a specific class to the extent such class Account indicates an existing profit after deduction of potential losses realised previously by such class. Only holders of shares pertaining to a profit arising class are entitled to receive a distribution of the profits realised by such specific class pursuant to its Account and within the limits of the profits realised by the specific class. If the Company's net profits are insufficient for the distribution of dividends to each profit arising class of shares, the manager, or in case of plurality of managers, may fix a fair profit distribution key to distribute existing profits between the holders of different profit arising classes of shares.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

The dividends paid to the holders of shares of a specific class will be deducted of the profits realised by such specific class of shares and the paid dividends will diminish the profits referred to in the relevant Account.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Traduction française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par la comparante et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents Statuts (ci-après la Société).

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, sans tomber toutefois dans le champ d'application de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

En particulier, la Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre un portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, pour participer dans la constitution, le développement et le contrôle de n'importe quelle entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des brevets, pour en disposer par voie de vente, transferts, échanges ou autrement et pour développer ses valeurs mobilières et brevets. La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra

nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de POLONIA PROPERTY, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de neuf cent vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 924.798,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de classe Z, quatre-vingt-six mille sept cent quatre-vingt-dix (86.790) parts sociales de classe A, cent trente-six mille neuf cent cinquante et une (136.951) parts sociales de classe B, quatre-vingt-quatre mille quatre cent trente (84.430) parts sociales de classe C, quatre cent soixante-dix (470) parts sociales de classe D, cent vingt mille onze (120.011) parts sociales de classe E, quatre-vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix (83.990) parts sociales de classe F, quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts sociales de classe G, cent douze mille quatre cent quatre-vingt-dix (112.490) parts sociales de classe H, cent quatorze mille onze (114.011) parts sociales de classe J, cinquante-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix (53.990) parts sociales de classe K, quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-dix (41.990) parts sociales de classe L, quatre-vingt-sept mille cinq cent onze (87.511) parts sociales de classe M, mille trente-quatre (1.034) parts sociales de classe N, cent trente-neuf (139) parts sociales de classe O, et une (1) part sociale de classe P, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées.

6.2 Le capital social de la Société sera divisé en différentes classes de parts sociales. Le capital social souscrit de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) constituera une première classe de parts séparée (la classe Z) représentée par cinq cents parts sociales de classe Z. Cette classe Z n'est lié à aucun investissement particulier réalisé par la Société. Vingt autres classes de parts sociales (de la classe A à la classe T) pourront être créées progressivement par l'émission de nouvelles parts sociales liées à une classe spécifique. Ces classes de parts sociales supplémentaires pourront être créées par des augmentations futures du capital social de la Société ou par la conversion de parts sociales existantes en classes de parts sociales supplémentaires, et chacune de ces classes de parts sociales supplémentaires créée sera liée à un investissement spécifique de la Société.

Chaque fois qu'un nouvel investissement est envisagé par la Société, le gérant ou le conseil de gérance prendra une décision pour approuver cet investissement, indiquant les caractéristiques de l'investissement et déterminant quelle classe de parts sociales sera liée à cet investissement spécifique. Chaque part sociale donne à son titulaire le droit d'exercer un vote lors des assemblées des associés de la Société.

6.3 La Société établira et maintiendra des comptes analytiques séparés pour chaque classe de parts existante (collectivement les Comptes et individuellement Compte).

Chaque apport, soit comme capital nominal soit comme prime d'émission (le cas échéant), faite à la Société par ou au nom des détenteurs de parts d'une classe de parts déterminée et les actifs liés à cette classe, les bénéfices actuels ou antérieurs, les dépenses, les frais, le paiement de dividendes et les dettes seront alloués au Compte respectif.

La Société opérera, gérera et disposera des investissements des apports en capital accumulés (comme ils peuvent changer de temps en temps), tels qu'alloués aux différents Comptes, en accord avec la politique d'investissement suivie par le gérant/ conseil de gérance conformément aux lignes de conduite indiquées par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Pour la détermination des droits économiques (dont la distribution de dividendes, droits de rachat et droits de liquidation) liés à chaque classe de parts, les détenteurs des parts de chacune des différentes classes seront censés avoir droit uniquement à la contre-valeur des investissements effectués au moyen des apports en capital alloués au Compte correspondant, y compris les fluctuations de valeur des investissements effectués et tous les profits de ces investissements (dont les liquidités). Tous les coûts en rapport avec les investissements, y compris les dépenses générales faites par la Société sont également alloués aux Comptes respectifs en accord avec l'article 6.4 ci-dessous.

Les détenteurs de parts, appartenant à une classe ayant une valeur intrinsèque négative dans une période déterminée, n'ont droit à aucune distribution de dividendes aussi longtemps que la valeur intrinsèque de cette classe restera négative ou égale à zéro.

6.4 La valeur intrinsèque de chaque classe spécifique de parts sociales sera déterminée par la valeur comptable des actifs ou investissements auxquels la classe spécifique de parts sociales est liée, y compris les bénéfices directement liées à de tels actifs ou investissements, après déduction des dépenses, des pertes actuelles ou antérieures et d'autres coûts particuliers à de tels actifs ou investissements.

Si une dette, dépense, perte ou coût quelconque de la Société ne peut être considéré comme étant directement attribuable à une classe spécifique de parts sociales, une telle dette, dépense, perte ou coût sera allouée à la classe spécifique de parts sociales Z exclusivement.

Art. 7.

7.1 Le gérant, respectivement le conseil de gérance, est autorisé, sans qu'une décision supplémentaire de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés ne soit requise, et après avoir certifié, par écrit, que les termes et conditions de ces Statuts ont été respectés, (i) à effectuer et à rendre effective toute augmentation de capital dans le cadre du présent article 7, à hauteur d'un capital autorisé de ? 30.000.000,-, en tout ou en partie, avec ou sans paiement d'une prime d'émission et avec ou sans création de classes de parts nouvelles, (ii) de procéder à l'enregistrement de pareille/s augmentation(s) de capital et d'opérer les modifications statutaires subséquentes par devant un notaire luxembourgeois et, (iii) de procéder à de telles émissions de parts sur base d'un rapport adressé à l'associé unique, respectivement à l'assemblée générale des associés, indiquant les circonstances et prix de cette (ces) émission(s) de parts effectuée/s endéans les limites du capital autorisé.

7.2 Le capital autorisé de la Société et l'autorisation mentionnée dans l'article 7.1 ci-dessus qui est accordée au gérant/conseil de gérance sont valables pendant une période de cinq ans à compter du 24 octobre 2003 et sont renouvelables pour des périodes supplémentaires d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans chacune. Pareil renouvellement est décidé par simple résolution de l'associé unique, respectivement par une décision de l'assemblée générale des associés prise à une majorité représentant au moins trois quarts du capital de la Société.

7.3 Chaque fois que le gérant/conseil de gérance émet des parts nouvelles endéans les limites du capital autorisé tel que prévu ci-dessus et entreprend les démarches nécessaires pour opérer et rendre effective l'augmentation de capital, les Statuts doivent être modifiés en vue de refléter le résultat d'une telle action. Le gérant/conseil de gérance peut autoriser toute personne à prendre toutes les mesures et démarches nécessaires afin d'obtenir l'exécution et la publication de telles modifications, y compris l'enregistrement d'une telle augmentation de capital, de la création de nouvelles classes (le cas échéant), et des modifications statutaires subséquentes par-devant un notaire.

Art. 8. Le capital social pourra à tout moment être réduit ou augmenté moyennant notamment la suppression ou la création d'une classe de parts. Une augmentation du capital peut être effectuée soit par décision du gérant ou du conseil de gérance endéans les limites du capital autorisé tel qu'indiqué dans l'article 7 des Statuts, soit par décision de l'associé unique ou décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 et 20 des présents Statuts.

Art. 9. Le rachat ou l'annulation de parts est seulement possible si toutes les parts existantes de cette classe sont rachetées ou annulées en même temps en tant que classe de parts. Suite à pareil rachat ou annulation de toutes les parts liées à une classe spécifique, le capital de la Société est réduit en conséquence.

Dans les limites fixées par les lois applicables, le prix de rachat de chaque classe de parts spécifique est déterminé par la valeur intrinsèque d'une telle classe, calculée conformément à l'article 6 de ses Statuts. Nonobstant de ce qui précède, le rachat de parts par la Société et le paiement du prix de rachat de ses parts est uniquement possible s'il peut être effectué sur base des profits distribuables et des réserves disponibles de la Société

Pour le rachat d'une classe de parts, l'associé unique, respectivement l'assemblée des associés, doit d'abord décider du rachat d'une telle classe par une résolution requérant une majorité représentant au moins trois quarts du capital de la Société et l'approbation unanime de tous les associés de la classe de parts concernée. Une fois que le rachat des parts de pareille classe spécifique a été décidé par l'associé unique, respectivement par l'assemblée générale des associés, le gérant, respectivement le conseil de gérance, exécutera le rachat des parts de la classe spécifique endéans le mois à partir de la prise de décision. Après l'expiration de cette période d'un mois, l'associé unique, respectivement l'assemblée générale des associés, opérera la réduction du capital de la Société conformément aux articles 15 et 20 des présents Statuts.

Art. 10. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 11. Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par cet associé unique peuvent être librement cédées à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales détenues par un associé peuvent être cédées moyennant le respect des conditions contenues dans l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres quelconques du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés préalablement dans une résolution adoptée par le conseil de gérance. Tout gérant pourra se faire représenter à quelconque réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également voter par appel téléphonique, à confirmer par écrit. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Nonobstant de ce qui précède, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chaque et tous les membres du conseil de gérance. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 15. L'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix proportionnellement égal au nombre de parts qu'il détient dans le capital social de la Société. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne pourront être prises que par une décision des associés à une majorité représentant au moins trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Art. 16. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant, respectivement le conseil de gérance, dresse un inventaire comprenant une indication des valeurs actives et passives de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance établira également une fois par an:

- les Comptes tels que définis dans l'article 6.3 des présents Statuts et ce afin de déterminer le bénéfice annuel (s'il y en a) de l'investissement des différentes classes de parts existantes;
- la valeur intrinsèque de chaque classe de parts telle que définie dans l'article 6.4 des présents Statuts;
- la répartition des dépenses, non liées à un investissement spécifique, entre les différentes classes de parts (la classe de parts Z étant exclue de cette répartition).

La répartition des dépenses, dont mention ci-dessus, entre les différentes classes de parts de la Société sera réalisée par application de la clef de répartition mentionnée dans l'article 6.4 des Statuts.

Chaque associé pourra prendre connaissance de l'inventaire et du compte de profits et pertes au siège social de la Société.

Art. 18. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net de la Société, il est prélevé un montant de cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds de réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés. La distribution du bénéfice net entre les différentes classes de parts est effectuée conformément aux règles d'attribution du bénéfice contenues dans les articles 6 et 17 des Statuts, en gardant à l'esprit que des dividendes ne peuvent être payés qu'à des associés d'une classe

de parts dans la mesure où le Compte de pareille classe indique l'existence d'un bénéfice après déduction des pertes potentielles réalisées antérieurement par cette classe. Seuls les associés qui détiennent des parts d'une classe bénéficiaire ont droit à une distribution du bénéfice réalisé par pareille classe conformément à son Compte et dans les limites du bénéfice réalisé par la classe en question. Si le bénéfice net de la Société est insuffisant pour opérer une distribution de dividendes à chacune des classes de parts bénéficiaires, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra fixer une clé de distribution équitable afin de distribuer le bénéfice existant entre les associés des différentes classes de parts bénéficiaires.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Les dividendes payés aux détenteurs de parts d'une classe spécifique déterminée vont être déduits des bénéfices réalisés par pareille classe de parts et les dividendes ainsi payés vont diminuer les bénéfices indiqués dans le Compte concerné.

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le(s) associé(s) qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 18 mai 2015. Relation: EAC/2015/10954. Reçu trente-quatre euros.

Le Receveur (signé).

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015074075/784.

(150084383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Zaphira S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 176.298.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Actionnaire unique tenue le 18 juin 2014:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste d'administrateur de la société, de Monsieur Mike ABREU PAIS, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur de la Société, avec effet immédiat, pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la Société devant se tenir en 2018:

- la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (B 149.718), ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, est nommé représentant de la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZAPHIRA S.A.

Référence de publication: 2015051499/20.

(150059202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Sopra Steria PSF Luxembourg S.A., Société Anonyme,

(anc. Steria PSF Luxembourg S.A.).

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 100.554.

L'an deux mille quinze, le onze mai.

Par devant nous Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de STERIA PSF LUXEMBOURG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.554, constituée suivant acte notarié de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 30 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 658 du 28 juin 2004 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés suivant un acte notarié de Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, en date du 20 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1266 du 17 mai 2014.

L'assemblée est ouverte à 16.45 heures sous la présidence de Monsieur Olivier VAN CUTSEM, Head of Legal & Compliance, demeurant professionnellement à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'eau,

qui désigne comme secrétaire Maître Jean-Paul Spang, avocat à la cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Anne GUY-MOROCUTTI, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant d'un million quatre cent vingt-deux mille quatre-vingt-trois euros et soixante centimes d'euro (EUR 1.422.083,60) afin de le porter de son montant actuel d'un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) à soixante-dix-sept mille neuf cent seize euros et quarante centimes d'euro (EUR 77.916,40) sans annulation d'actions, par réduction de la valeur nominale des actions existantes et par compensation des pertes de la Société à hauteur du même montant.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf cent vingt-deux mille quatre-vingt-trois euros et soixante centimes d'euro (EUR 922.083,60) afin de le porter de son montant actuel de soixante-dix-sept mille neuf cent seize euros et quarante centimes d'euro (EUR 77.916,40) à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-) sans émission de nouvelles actions aux actionnaires existants, par augmentation de la valeur nominale des actions existantes et moyennant apports en numéraire des actionnaires existants au pro rata de leur participation.

3. Confirmation du capital social de la Société qui sera reflétée dans l'article 5, premier alinéa, des statuts de la Société (dont la refonte sera entreprise conformément au point 7 du présent ordre du jour).

4. Modification de la dénomination de la Société en «SOPRA STERIA PSF LUXEMBOURG S.A.»; cette modification sera reflétée dans l'article 1^{er} des statuts de la Société (dont la refonte sera entreprise conformément au point 7 du présent ordre du jour).

5. Modification de l'objet social de la Société qui sera reflétée dans l'article 3, troisième et quatrième alinéas, des statuts de la Société (dont la refonte sera entreprise conformément au point 7 du présent ordre du jour) comme suit:

«Pour autant que les autorités compétentes aient marqué leur accord, si celui-ci est requis en vertu de la loi, la Société peut exercer des fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur et peut pourvoir à la supervision et au contrôle des sociétés ou associations liées. La Société peut octroyer des prêts quels qu'en soient la nature, le montant et la durée à des sociétés ou associations liées, dans le respect de la réglementation applicable.

De manière accessoire, la Société peut consentir des sûretés, tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, notamment en affectant ses biens, y compris son propre fonds de commerce, en hypothèque ou en gage, ou en donnant caution ou en fournissant des garanties.»

6. Ajout de la possibilité pour la Société d'avoir un actionnaire unique.

7. Refonte des statuts de la Société dans leur intégralité afin de refléter les résolutions proposées ci-avant.

8. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

IV. Que l'intégralité du capital social est représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

V. Que l'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VI. Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de réduire le capital social de la Société d'un montant d'un million quatre cent vingt-deux mille quatre-vingt-trois euros et soixante centimes d'euro (EUR 1.422.083,60) afin de le porter de son montant actuel d'un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) à soixante-dix-sept mille neuf cent seize euros et quarante centimes d'euro (EUR 77.916,40) sans annulation d'actions, par réduction de la valeur nominale des actions existantes et par compensation des pertes de la Société à hauteur du même montant.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf cent vingt-deux mille quatre-vingt-trois euros et soixante centimes d'euro (EUR 922.083,60) afin de le porter de son montant actuel de soixante-dix-sept mille neuf cent seize euros et quarante centimes d'euro (EUR 77.916,40) à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-) sans émission de nouvelles actions aux actionnaires existants, par augmentation de la valeur nominale des actions existantes et moyennant apports en numéraire des actionnaires existants au pro rata de leur participation.

Paiement

Le montant de neuf cent vingt-deux mille quatre-vingt-trois euros et soixante centimes d'euro (EUR 922.083,60) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé moyennant certificat bancaire au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de confirmer que le capital social de la Société s'élève désormais à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) divisé en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune; cette modification sera reflétée dans l'article 5, premier alinéa, des statuts de la Société, dont la refonte sera entreprise conformément à la septième résolution ci-après.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier la dénomination de la Société en «SOPRA STERIA PSF LUXEMBOURG S.A.»; cette modification sera reflétée dans l'article 1^{er} des statuts de la Société, dont la refonte sera entreprise conformément à la septième résolution ci-après.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier le troisième alinéa de l'objet social de la Société, tel que reflété dans l'article 3, troisième et quatrième alinéas, des statuts actuels de la Société, dont la refonte sera entreprise conformément à la septième résolution ci-après, comme suit:

«Pour autant que les autorités compétentes aient marqué leur accord, si celui-ci est requis en vertu de la loi, la Société peut exercer des fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur et peut pourvoir à la supervision et au contrôle des sociétés ou associations liées. La Société peut octroyer des prêts quels qu'en soient la nature, le montant et la durée à des sociétés ou associations, liées dans le respect de la réglementation applicable

De manière accessoire, la Société peut consentir des sûretés, tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, notamment en affectant ses biens, y compris son propre fonds de commerce, en hypothèque ou en gage, ou en donnant caution ou en fournissant des garanties.»

Sixième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'ajouter dans les statuts de la Société la possibilité pour la Société d'avoir un actionnaire unique; cette modification sera reflétée dans les statuts de la Société, dont la refonte sera entreprise conformément à la septième résolution ci-après.

Septième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de procéder à la refonte intégrale des statuts de la Société afin de refléter les résolutions adoptées ci-avant et de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Forme - Dénomination.** Il est établi entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de SOPRA STERIA PSF LUXEMBOURG S.A. (ci-après, la «Société»).

Art. 2. Siège Social. Le siège de la Société est établi à Leudelange.

Il pourra être transféré par décision du conseil d'administration de la Société, sans préjudice des modifications statutaires en découlant en application de l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après, la «Loi de 1915»).

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration de la Société, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le conseil d'administration de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société - Dissolution. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique de la Société, prise de la manière requise pour la modification des présents Statuts, telle que prescrite à l'article 20 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, soit pour son compte propre, soit pour le compte de tiers, soit en participation avec des tiers, à grande échelle ou au détail, quelle que soit la forme de distribution ou de service, principalement, mais pas uniquement, à l'attention des entreprises du secteur financier tels que visés par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle qu'elle a été ou sera modifiée, que ces entreprises soient sises au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger:

1. toutes les activités permises à un opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier en vertu des articles 29-3 et 29-4 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'elle a été modifiée;
2. l'étude, l'ingénierie, la conception, la configuration, l'exécution, la gestion, l'achat, la vente, la fabrication, la commission, la location et la distribution de tous les services, matériaux et produits, en ce compris le software intelligent, l'internet/des solutions pour l'e-commerce et les call-centers avancés, qui ont trait à l'informatique, à la robotique, à la communication sous toutes ses formes et de façon générale à toutes les techniques qui font appel à des concepts, des projets et de l'équipement provenant des technologies de l'information et de la communication;
3. le développement et l'exécution de tout événement, de toute formation et publication relatifs à son objet social en matière de consultance, d'expertise, d'intégration de système, de software, d'installation, de réalisation de projet, de direction du travail, de gestion de l'information, de gestion de la connaissance;
4. la mise à disposition des entreprises de toutes sortes de moyens d'action, et en particulier, d'employés spécialisés en matière d'équipements et de programmes;
5. le traitement informatique et le transfert de données stockées dans le dispositif informatique;
6. la fourniture, la mise en place et la maintenance de systèmes informatiques et de réseaux de communications;
7. la participation à toute opération relative à la recherche et l'étude, directement ou en tant que personne intermédiaire;
8. la gestion administrative et comptable des entreprises ainsi que l'exploitation de toute sorte de systèmes d'information pour le compte de tiers;
9. la construction, la vente, la pose, le démarrage, la réparation d'appareils construits avec des microprocesseurs et des micro-ordinateurs, pour des applications dans les secteurs les plus divers;
10. la fondation, la promotion et le développement de sociétés qui directement ou indirectement ont trait à son objet social ainsi que la prise d'intérêts dans de telles sociétés.

La Société peut acquérir, louer ou donner en location, fabriquer, transférer ou échanger tout bien mobilier ou immobilier, tant corporel qu'incorporel, et de manière générale entreprendre toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à favoriser le développement de son objet social. Elle peut en outre acquérir à titre d'investissement tous biens meubles ou immeubles, même sans rapport direct ou indirect avec son objet.

La Société peut collaborer avec, prendre part ou investir dans, ou, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, prendre un intérêt dans des sociétés ou associations existantes ou à constituer.

Pour autant que les autorités compétentes aient marqué leur accord, si celui-ci est requis en vertu de la loi, la Société peut exercer des fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur et peut pourvoir à la supervision et au contrôle des sociétés ou associations liées. La Société peut octroyer des prêts quels qu'en soient la nature, le montant et la durée à des sociétés ou associations liées dans le respect de la réglementation applicable.

De manière accessoire, la Société peut consentir des sûretés, tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, notamment en affectant ses biens, y compris son propre fonds de commerce, en hypothèque ou en gage, ou en donnant caution ou en fournissant des garanties.

Les activités énumérées au présent article ne seront pas considérées exhaustives, mais auront seulement valeur de déclaration et par conséquent la Société pourra exercer toutes autres activités se rapportant directement ou indirectement à son objet ou pouvant faciliter la réalisation de son objet.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à un million d'euros (1.000.000,- EUR) représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique de la Société statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont et resteront nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par chaque actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

La Société peut avoir un actionnaire unique. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblée des actionnaires de la Société. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le premier jeudi du mois de mai de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Délais de convocation - quorum - procurations - avis de convocation. Les délais de convocation et quorums requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme ou par tout autre moyen de communication électronique une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, les résolutions de l'actionnaire unique sont inscrites dans un procès-verbal.

Art. 10. Administration de la Société. La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou désignés par l'actionnaire unique. Les actionnaires détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

Art. 11. Réunion du conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société peut nommer un président parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales des actionnaires de la Société.

Les réunions du conseil d'administration de la Société seront convoquées par le président du conseil d'administration de la Société ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera, en principe, au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou par tout autre moyen de communication électronique. Une

convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration de la Société en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, email, câble, télégramme ou par tout autre moyen de communication électronique un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut valablement participer à la réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le conseil d'administration de la Société ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration de la Société. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce conseil d'administration de la Société. Au cas où, lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, une décision du conseil d'administration de la Société peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration de la Société (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Procès-verbal de réunion du conseil d'administration de la Société. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société seront signés par le président du conseil d'administration de la Société qui en aura assumé la présidence ou par deux administrateurs de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en existe un) ou par tout administrateur de la Société.

Art. 13. Pouvoirs du conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration de la Société nommera un ou plusieurs délégués à la gestion journalière, administrateurs ou non, qui auront les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et pour poser tous actes nécessaires pour mettre en oeuvre l'objet social de la Société. La nomination d'un administrateur en tant que délégué à la gestion journalière nécessite l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique de la Société.

Le conseil d'administration de la Société est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique de la Société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration de la Société et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Réviseur d'entreprises agréé. Les opérations de la Société seront surveillées par un réviseur d'entreprises agréé à désigner par le conseil d'administration et choisi parmi les membres figurant sur la liste des réviseurs d'entreprises agréés de Luxembourg. Le réviseur d'entreprises agréé sera désigné pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Art. 17. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5 %) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique de la Société décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seul(e) de payer des dividendes de temps à autre, comme elle ou il estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société et devront être payés au lieu et place choisis par le conseil d'administration de la Société. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi de 1915.

Art. 19. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique de la Société adoptée dans les mêmes conditions que celles nécessaires pour modifier les Statuts, auxquelles il est fait référence à l'article 20 ci-dessous. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales),

et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique de la Société décidant de la liquidation.

Une telle assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 20. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique de la Société dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi de 1915.

Art. 21. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi de 1915.»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte à environ trois mille euros (EUR 3.000).

Plus rien étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 17.00 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 31-33, rue Sainte Zithe, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les personnes comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: O. Van Custem, J.-P. Spang, A. Guy-Morocutti, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 13 mai 2015. GAC/2015/4127. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074176/314.

(150084522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Sopra Steria PSF Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 100.554.

Sopra Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Pafébruch.

R.C.S. Luxembourg B 82.545.

L'an deux mille quinze, le onze mai.

Par devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. SOPRA STERIA PSF LUXEMBOURG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.554, constituée suivant acte notarié de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 30 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 658 du 28 juin 2004, modifié suivant acte notarié de Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, en date du 20 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1266 du 17 mai 2014 (ci-après la «Société Absorbante»).

Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés la dernière fois par acte du notaire soussigné en date de ce jour, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. SOPRA LUXEMBOURG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89e, parc d'activités Capellen-Pafébruch, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 82.545, constituée suivant acte notarié de Maître Georges D'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 1^{er} juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1197 du 19 décembre 2001, modifié suivant acte notarié de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 10 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 308 du 4 février 2014 (ci-après la «Société Absorbée») et ci-après ensemble avec la Société Absorbante les «Sociétés Fusionnantes»),

toutes deux ici représentées par Monsieur Olivier VAN CUTSEM, Head of Legal & Compliance, demeurant professionnellement à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau, agissant en tant que mandataire spécial du conseil d'administration de la Société Absorbante, en vertu d'une procuration délivrée en date du 7 mai 2015 dans les résolutions circulaires du conseil d'administration de celle-ci, ainsi que du conseil d'administration de la Société Absorbée, en vertu

d'une procuration délivrée en date du 28 avril 2015 dans les résolutions circulaires du conseil d'administration de cette dernière.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

LE PROJET DE FUSION

1. La Société Absorbante, SOPRA STERIA PSF LUXEMBOURG S.A., est constituée sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau. La Société Absorbante est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.554 et a actuellement un capital social d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-) divisé en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

2. La Société Absorbée, SOPRA LUXEMBOURG S.A., est constituée sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois établie et ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89e, parc d'activités Capellen-Pafebruch. La Société Absorbée est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 82.545 et a actuellement un capital social de cent mille euros (EUR 100.000,-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

La Société Absorbante, prénommée, est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et détient partant l'intégralité des actions représentant la totalité du capital social de la Société Absorbée et donnant droit de vote; aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'ont été émis par les Sociétés Fusionnantes.

3. Le conseil d'administration de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée ont décidé de procéder à la fusion de la Société Absorbante et de la Société Absorbée par absorption de la Société Absorbée dans la Société Absorbante (ci-après la «Fusion») conformément aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «loi»), le transfert des actifs et passifs de la Société Absorbée vers la Société Absorbante se faisant à la valeur comptable, sur base des comptes de la Société Absorbée arrêtés au 31 décembre 2014.

Conformément aux articles 278 et suivants de la loi, la Fusion est opérée par le mécanisme simplifié, sous réserve des dispositions du paragraphe numéro 8 ci-après.

4. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour compte de la Société Absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2015.

5. Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

6. La Fusion prendra effet entre parties le 30 juin 2015, soit plus d'un (1) mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, ceci sous réserve des dispositions du paragraphe numéro 9 ci-après.

7. Les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de prendre connaissance au siège social de la Société Absorbante et d'obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale des documents indiqués à l'article 267(1) a) et b) de la loi, à savoir:

- le projet commun de fusion, et
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes.

8. Conformément à l'article 279 de la loi, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante, disposant d'au moins cinq pour cent (5%) des actions de la Société Absorbante, ont le droit de requérir, pendant une période d'un (1) mois à compter de la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, qu'une assemblée générale de la Société Absorbante soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion.

9. A défaut de convocation d'une assemblée et du rejet du projet de fusion par celle-ci, la Fusion deviendra définitive et effective au 30 juin 2015 (soit à l'expiration d'un délai de plus d'un (1) mois à compter de la publication du projet de fusion au Mémorial C) (ci-après la «date de prise d'effet») et produira automatiquement et simultanément les effets prévus à l'article 274 (1) de la loi, à savoir:

- la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante,
- la Société Absorbée cesse d'exister, et
- les actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante sont annulées.

10. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la Fusion, comme indiqué ci-après.

11. Les mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire de la Société Absorbée prennent fin à la date de prise d'effet de la Fusion et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

12. Les livres et documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant cinq ans au siège de la Société Absorbante.

13. Formalités

La Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la Fusion;
- se chargera des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

14. Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

15. Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

16. La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Conformément à l'article 271 de la loi, le notaire instrumentant déclare qu'il a contrôlé et atteste de l'existence et de la légalité des actes et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes et du projet de fusion.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte à environ trois mille euros (EUR 3.000).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, 31-33, rue Sainte Zithe, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les personnes comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: O. Van Cutsem, J.-P. Spang, A.Guy-Morocutti, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 13 mai 2015. GAC/2015/4128. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015074865/119.

(150085262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Lokris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 83.825,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.357.

Suite à la levée de l'option d'achat effectuée le 1^{er} avril 2015 résultant d'un contrat de promesse d'achat (put option agreement), il résulte que:

1. Europa Real Estate II S.à r.l., ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.095, a cédé quatre cent quatre-vingt-une (481) parts sociales de classe A qu'elle détenait à Prufrock Investments Limited, ayant son siège social à Kostaki Pantelidi 1, Kolokaside Building, PC 1010 Nicosia, Chypre et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre sous le numéro HE 172698 («Prufrock»);

2. Europa Real Estate II US S.à r.l., ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.096, a cédé vingt-sept (27) parts sociales de classe A qu'elle détenait à Prufrock.

de sorte que, suite à ces transferts:

- Europa Real Estate II S.à r.l. précitée, ne détient désormais plus aucune part sociale de la Société;
- Europa Real Estate II US S.à r.l. précitée, ne détient désormais plus aucune part sociale de la Société;
- Prufrock précitée, détient désormais cinq cent huit (508) parts sociales de classe A et deux mille huit cent quarante-cinq (2.845) parts sociales de classe B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015051262/27.

(150059048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

NN Lux Insurance International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 135.305.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 18 avril 2014

L'assemblée constate que les mandats d'administrateur de

Gilbert DE GRAEF (Président)

Luc VERBEKEN (Vice-Président)

Pieter COOPMANS (Administrateur)

sont arrivés à leur terme.

L'assemblée décide de renouveler les mandats de

Gilbert DE GRAEF (Président)

Luc VERBEKEN (Vice-Président)

Pieter COOPMANS (Administrateur)

pour une nouvelle période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

L'adresse professionnelle des administrateurs est fixée au 3 rue Jean Piret L-2350 Luxembourg.

D'autre part, l'assemblée renouvelle le mandat du Commissaire aux Comptes, la société anonyme ERNST & YOUNG, 7, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, pour une période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2015051330/25.

(150058733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Puilaetco Dewaay Fund (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 35.288.

Nous avons l'honneur de vous convier à une

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

de la Société (l'Assemblée) visant à modifier les statuts de la Société (les Statuts), qui se tiendra au siège social de la Société le *15 juin 2015* à 14h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des Statuts en la forme du projet disponible sur demande au siège social de la Société suite à l'adoption de la loi de 17 décembre 2010 (la " Loi de 2010 ") relative aux organismes de placement collectif (" OPC ") mettant en œuvre la directive 2009/65/CE (la " Directive OPCVM IV ") et, en conséquence :

a) Remplacement des références à la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif par des références à la Loi de 2010. En conséquence, l'Article 3 des Statuts relatif à l'objet de la Société sera établi comme suit :

" L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières ainsi qu'en d'autres valeurs autorisées par la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (ci-après dénommée la " Loi de 2010 ") dans le cadre de la politique et des restrictions d'investissement déterminées par le Conseil d'Administration dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2010. " ;

b) Permettre que toute convocation à une assemblée générale des actionnaires puisse prévoir que les quorum et majorité à cette assemblée seront déterminés en fonction des actions émises à une Date d'Enregistrement, et que les droits d'un actionnaire soient déterminés en fonction des actions qu'il détient à ladite date ;

c) Mise à jour de la liste des actifs que le Fonds peut acquérir et notamment les actions d'autres compartiments du Fonds tel que le prévoit la Loi de 2010 ;

d) Permettre à la Société de bénéficier des dispositions de la Loi de 2010 en ce qui concerne les structures maître-nourricier;

e) Permettre à la Société de bénéficier des dispositions de la Loi de 2010 en ce qui concerne les fusions d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) ;

f) Permettre à la Société, à la demande d'un actionnaire potentiel et en cas d'accord du Conseil d'Administration, de donner suite à toute demande de souscription d'actions en contrepartie d'un apport en nature. La nature et le type d'actifs à accepter dans pareil cas seront déterminés par le Conseil d'Administration et devront correspondre à la politique et aux restrictions d'investissement de la Société ou du Compartiment dans lequel ces montants sont investis. Le réviseur indépendant de la Société devra remettre au Conseil d'Administration un rapport d'évaluation y relatif afin que le Conseil d'Administration puisse fixer la valeur exacte des actifs apportés. Les frais engendrés par cette souscription en nature seront supportés par l'investisseur concerné.

g) Permettre à la Société d'accepter de délivrer des actifs en contrepartie d'une demande de rachat en nature, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprise de la Société. La valeur de ces actifs sera déterminée conformément aux principes déterminés pour le calcul de la valeur nette d'inventaire. Le Conseil d'Administration devra s'assurer que le retrait d'actifs ne porte pas préjudice aux actionnaires restants. Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, les frais engendrés par ce rachat en nature seront supportés par les actionnaires concernés.

2. Faire mention de certaines exigences de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, et de certaines mesures transitoires suite à l'entrée en vigueur de ladite loi ;
3. Modifications apportées à la définition des ressortissants des États-Unis (" U.S. Persons ") en vertu de l'article 9 des Statuts à la lumière de l'entrée en vigueur prochaine des dispositions de la conformité fiscale des comptes étrangers (" Foreign Account Tax Compliance ") des États-Unis relatives à la Loi concernant les mesures favorisant le recrutement pour restaurer l'emploi (" Hiring Incentives to Restore Employment Act "), en abrégé FATCA.
4. Divers modifications et changements administratifs des Statuts aux fins de cohérence et de clarté.
5. Reformulation complète des Statuts afin de refléter les changements énumérés aux articles 1 à 4 de l'Ordre du jour.
6. Divers.

VOTE

Les points 1 à 6 de l'ordre du jour requièrent que la moitié au moins du capital social de la Société soit représenté et soient adoptés à la majorité des deux tiers des voix exprimées à l'Assemblée.

Par délégation d'European Fund Administration agissant en tant que dépositaire au sens prévu par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation et à la tenue du registre des actions au porteur (la Loi de 2014), les détenteurs d'actions au porteur souhaitant participer à l'Assemblée sont tenus d'immobiliser leurs actions cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg (KBL) permettant ainsi l'inscription de leurs actions dans le registre des actions au porteur.

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de KBL conformément à la Loi de 2014.

Si vous ne pouvez pas personnellement assister à l'Assemblée, vous pouvez vous faire représenter et nommer un mandataire qui votera en votre nom en utilisant la procuration ci-jointe.

Toute procuration devra être reçue avant le 12 juin 2015 à 17:00 (heure de Luxembourg) aux bureaux de Kredietrust Luxembourg S.A., 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg à l'attention de Madame Maddy Roose.

Si vous souhaitez participer à l'Assemblée, nous vous prions de bien vouloir nous en informer par courriel (maddy.roose@kbl-bank.com) ou par téléphone (+352 4797 4550) au moins deux jours ouvrables avant la date de l'Assemblée.

PUILAETCO DEWAAY FUND (L)

Représentée par Kredietrust Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015075739/755/75.

mengAgence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.309.

Le bilan au 31 décembre 2014 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051519/9.

(150059450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.
